

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, président de la République, Luiz Inacio Lula Da Silva, président du Brésil, Ricardo Lagos Escobar, président du Chili et Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, sur la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde et les moyens de financer cet effort, Genève le 30 janvier 2004.

LE PRÉSIDENT LULA DA SILVA - Nous sommes convenus que je pourrais ouvrir cet entretien collectif, puis suivront, dans l'ordre, le Président CHIRAC, puis le Président LAGOS et enfin le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Kofi ANNAN.

Son Excellence, M. Ricardo Lagos, Président du Chili, Son Excellence M. Jacques CHIRAC, Président de la République française et son Excellence M. Kofi ANNAN, Secrétaire Général des Nations Unies, Messieurs les ministres ici présents, Mesdames et Messieurs, membres du corps diplomatique accrédités auprès des Nations Unies, représentants des organisations non gouvernementales, mes amis, je ne suis pas venu à Genève simplement pour rappeler que la faim est une arme de destruction massive qui tue 24 000 personnes par jour et 11 enfants par minute, qui frappe près d'un quart de la population mondiale en répandant des maladies, en réduisant la capacité de travail des adultes et la capacité d'apprentissage des enfants. Je ne suis pas non plus venu ici critiquer le modèle économique qui a prévalu ces dernières décennies, un modèle qui a privilégié le développement économique aux dépens du développement social, ce qui a contribué à l'aggravation des inégalités entre les sociétés. Ce système a répandu le chômage et la misère et placé une grande partie de la population mondiale dans un état de vulnérabilité.

Je suis venu à Genève pour rechercher des solutions et avec la ferme résolution de proposer, conjointement avec le Président CHIRAC, le Président LAGOS et le Secrétaire Général, M. Kofi ANNAN, des actions concrètes pour faire face aux défis que représentent l'éradication de la faim et la réduction de la pauvreté. Le combat contre la faim et contre la pauvreté n'est pas un but utopique. Il consiste à lutter contre l'exclusion et l'inégalité et pour la justice sociale et la croissance durable. Je propose un changement d'attitude. Je lance un appel éthique et politique pour que la communauté internationale travaille pour établir un nouveau concept de développement où la distribution des revenus ne soit pas une conséquence de la croissance mais son levier.

Le défi de nos jours consiste à conjuguer stabilité économique et insertion sociale. Ce ne sera pas une tâche facile. Elle va exiger de grandes transformations dans la structure des sociétés et des changements profonds dans l'organisation du système productif. La volonté politique est un élément essentiel dans cette équation. Je suis ici pour exprimer ma volonté politique et ma détermination personnelle à travailler avec le Président Chirac, le Président Lagos et le Secrétaire Général, M. Kofi ANNAN, ainsi qu'avec d'autres dirigeants mondiaux désirant se joindre à cet effort pour promouvoir le développement et surmonter la pauvreté.

effort pour promouvoir le développement et surmonter la pauvreté.

Dans nos entretiens, nous avons exprimé notre inquiétude face à l'attention excessive accordée dans l'ordre du jour international à des questions qui ne se réfèrent qu'à la sécurité, comme le terrorisme et les armes de destruction massive. Si nous souhaitons un monde plus sûr, nous devons lutter pour un monde plus juste, plus équitable. La paix, le développement économique et la justice sociale sont intimement liés. Il n'y aura pas de paix sans développement économique, et il n'y aura ni paix ni développement économique sans justice sociale.

Nous sommes d'accord sur le fait que les objectifs de développement du Millénaire jouent un rôle important dans la lutte pour l'éradication de la faim et de la pauvreté. Sa mise en œuvre doit être revigorée. Les engagements et les échéances acceptées par les pays pauvres et les pays riches lors des conférences de Monterrey et de Johannesburg doivent être respectés. La construction d'un système international de libre-échange équilibré et permettant de créer des richesses et de les distribuer à tous ceux qui y participent est essentielle pour surmonter la pauvreté, et pour faire respecter le droit des hommes à la vie, à l'alimentation et à la santé.

Nous sommes convaincus qu'un système multilatéral robuste sur les plans politique et économique constitue un élément indispensable dans ce nouvel ordre international qui doit être tourné vers le développement économique et la justice sociale. La constitution du G20 et l'établissement d'un "dialogue élargi" entre le G8 et les pays en développement constituent des initiatives importantes qui apportent des solutions aux défis économiques et sociaux que soulève le combat contre la faim et la pauvreté. Nous avons décidé de lancer un appel conjoint pour la création d'un véritable partenariat global qui mobilise la volonté politique et le soutien financier. Ces ressources peuvent venir de la société civile comme du secteur privé. Elle doit engager des gouvernements, des agences des Nations Unies et des institutions financières. Cette alliance globale pour le combat contre la faim et la pauvreté devrait permettre aux pays en développement de recevoir un appui constant grâce à un commerce international plus libre, à l'allègement de la dette extérieure, à l'investissement direct, à l'augmentation de l'aide internationale et à des mécanismes de financement alternatifs.

Nous invitons les dirigeants mondiaux à se joindre à cet effort de mobilisation politique. Nous engageons les pays donateurs et le secteur privé à contribuer de façon substantielle aux différents fonds et initiatives tournés vers l'éradication de la pauvreté, y compris par le biais du mécanisme mis en place par le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud avec l'appui du PNUD. Nous avons décidé d'établir un groupe technique pour étudier toutes les propositions de mécanismes de financement alternatifs, tels que la taxation du commerce des armes et de certaines transactions financières. Les ressources générées par ces mécanismes pourraient financer la constitution d'un fonds pour lutter contre la faim et la pauvreté. Nous avons demandé au groupe de travail d'élaborer un rapport qui devra être examiné probablement en septembre 2004, dans une rencontre à l'occasion de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies.

Dès lors, nous invitons tous les dirigeants du monde à participer à cet événement et à assumer avec nous l'engagement ferme de relever le principal défi de notre temps : le combat contre la faim, contre la pauvreté et contre l'exclusion sociale. Nous invitons également le G8 à renouveler l'exercice du "dialogue élargi" pour offrir une opportunité de débattre avec les pays en développement des mécanismes de financement innovateurs. Nous ne nous faisons pas d'illusions : il n'y aura ni paix ni sécurité sans développement économique et sans justice sociale. On ne peut plus accepter qu'il existe, dans le monde actuel, des sociétés constituées d'analphabètes, de chômeurs, d'affamés et des personnes misérables.

Je souhaite vous dire que cette réunion avec le Président CHIRAC, le Secrétaire Général, M. Kofi ANNAN, et le Président LAGOS, va sans aucun doute donner beaucoup d'élan à tous ceux qui souhaitent lutter contre la faim et contre la pauvreté dans le monde. Je les ai déjà remerciés d'avoir participé à cette réunion et je souhaite leur dire, face à la presse, que je les remercie beaucoup pour la sensibilité dont le Secrétaire Général, M. Kofi ANNAN, le Président CHIRAC et le Président LAGOS ont fait preuve en acceptant de participer à cette réunion. Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord exprimer ma reconnaissance au Président LULA pour son initiative, lui qui a déjà expérimenté sur le terrain cette lutte contre la

faim et la misère dans le programme "Faim zéro" qui se développe actuellement au Brésil, et je voudrais remercier de leur présence le Président LAGOS et notre Secrétaire Général des Nations Unies.

C'est vrai qu'il y a dans un monde qui se développe très vite un scandale d'autant plus évident qu'il est immédiatement connu avec les techniques modernes de médiatisation et qui est celui de la pauvreté et de la faim. Et on estime, en effet, à environ 850 ou 900 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, celles et ceux qui, avec moins d'un dollar par jour de revenu, souffrent de la faim et on estime à environ la moitié de l'humanité celles et ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Ceci est de moins en moins acceptable dans un monde qui par ailleurs s'enrichit, grâce notamment au développement des échanges.

La Banque mondiale estime que si l'on veut tenir les engagements qui ont été pris lors du Sommet du Millénaire, c'est-à-dire de réduire de moitié le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent de la faim avant 2015, il faudrait que l'aide publique au développement augmente de 50 milliards de dollars par an, c'est-à-dire qu'elle passe de 60 actuellement à 110 milliards de dollars par an. On peut faire une première observation dans ce domaine : c'est que le commerce mondial global, le commerce des exportations, représente chaque année environ 8 000 milliards de dollars et que le PNB global du monde est de 33 000 milliards de dollars.

Si je cite ces deux chiffres, c'est simplement pour indiquer que 50 milliards, c'est en réalité une goutte d'eau, à condition bien entendu de vouloir et de savoir les récupérer. Cette misère et cette faim que dénonçait le Président LULA ont aussi un autre effet dont, en dehors des experts de l'ONU, auxquels je tiens à rendre hommage, on parle très peu, mais qui touchent l'ensemble des pays du monde - les pays riches, les pays émergents et les pays pauvres - et sur tous les continents. C'est en réalité l'esclavage et pas seulement l'esclavage des femmes, ces deux phénomènes étant liés : pauvreté, misère, exclusion et, tout naturellement, développement des circuits qui se traduisent par le travail forcé non rémunéré et, clairement, l'achat et la vente d'êtres humains, qui existe toujours à notre époque même si on en parle peu. C'est dire l'ampleur, en réalité, des sujets qui sont évoqués aujourd'hui et qui sont mis sur le devant de la scène par le Président LULA.

Alors comment faire ? Je crois qu'il y a - et c'est ce que je me suis permis d'évoquer tout à l'heure en réunion - trois axes d'efforts. Le premier, c'est certainement - en constatant que 80% des personnes qui souffrent de malnutrition et de la faim dans le monde sont dans les zones rurales, notamment en Afrique et en Asie du Sud, mais aussi dans un certain nombre d'autres endroits et en particulier l'Amérique latine, le reste de l'Asie, l'Europe orientale et centrale la nécessité d'accélérer les politiques d'appui au développement, agricole, en particulier, je le répète, en Afrique et en Asie du Sud.

Deuxième point : l'action internationale en la matière est beaucoup trop dispersée. Il y a toutes sortes d'organismes qui dépendent de l'ONU ou qui n'en dépendent pas, qui dépendent des institutions financières internationales, qui dépendent des États, qui dépendent des organisations non gouvernementales, et tout ceci n'est pas cohérent. Il faudrait qu'il y ait une meilleure appréciation, une meilleure cohérence de leur action : c'est ce que le Secrétaire Général va s'efforcer de proposer.

Enfin, je disais " 50 milliards de dollars, c'est peu de chose " £ c'est vrai, par rapport au chiffre que j'évoquais tout à l'heure. Mais, si nous les attendons d'un quasi-doublement de l'aide budgétaire au développement, nous ne les aurons pas. L'aide publique au développement a baissé£ elle repart un tout petit peu de façon positive, mais dans des conditions qui ne nous faisons pas d'illusion - ne permettront pas d'atteindre les objectifs du Millénaire, c'est-à-dire les objectifs retenus pour 2015. On peut toujours le dire, mais ça ne se passera pas comme ça. Donc il faut trouver autre chose, c'est-à-dire des ressources nouvelles et les affecter à un fonds : c'est ce que propose le Président LULA qui l'appelle le fonds de lutte contre la faim, peu importe le nom, mais qui devrait apporter des ressources nouvelles.

Où peut-on trouver des ressources nouvelles ? Il y a actuellement deux propositions qui méritent d'être approfondies. Il y a la proposition de nos amis britanniques, ils appellent cela IFF, c'est-à-

dire un système de prêts-financement de l'aide au développement par emprunts par les pays riches sur les marchés, basé sur l'augmentation et la croissance, dans les années qui viennent, de l'aide publique au développement. c'est une très bonne idée & la France la soutient complètement et en avril nous aurons à Paris une réunion, au niveau ministériel, avec nos amis britanniques et à laquelle je convie naturellement bien volontiers le Brésil, le Chili, l'ONU cela va de soi et éventuellement tel ou tel autre pays pour essayer de mettre en place un système permettant de créer une ressource nouvelle et importante qui pourrait être affectée au "fonds LULA".

Deuxièmement, je suis persuadé que l'on n'évitera pas de mettre en place un système de taxation internationale. J'ai créé, vous le savez, ou certains le savent, un groupe de travail pour étudier ces propositions, auquel participent des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international & j'ai d'ailleurs invité le Brésil et le Chili à se joindre à nous au niveau des experts. Ce groupe de travail devra me faire des propositions - qu'ensuite je soumettrai à la communauté internationale de mise en place d'un système de taxation qui ne sera naturellement pas la taxe Tobin, puisqu'elle n'a pas réussi, qu'elle n'était d'ailleurs pas faite pour ça à l'origine et que par conséquent elle ne marchait pas, mais qui sera de cette même nature. Alors taxation de quoi? Je vous dis tout de suite que je n'ai pas l'intention de préjuger ni de répondre à cette question car il y a plusieurs techniques que l'on peut envisager et ces techniques doivent être expertisées, examinées par les personnes compétentes qui nous feront des propositions.

Voilà, sur ces différents sujets, les propositions que j'ai été amené à évoquer pendant la réunion. Je terminerai en disant, puisque le Président LULA l'a évoqué, que la France souhaite beaucoup, dans le cadre de la préparation et de la mise en oeuvre du G8 qui se tiendra cette année aux États-Unis à Sea Island, deux choses. La première, que soient conviées un certain nombre de personnalités représentatives des grands pays, notamment du Sud, comme nous l'avons fait à Évian. c'est ce que nous avons demandé au Président BUSH, à qui appartient la décision naturellement, en tant qu'hôte du prochain G8. Deuxièmement, nous avons également demandé que le problème du NEPAD - qui a fait l'objet de discussions à la fois à Gênes, à Kananaskis, à Évian, et qui, les Britanniques l'ont déjà annoncé, sera à l'ordre du jour du Sommet du G8 de 2005 - soit également inscrit à l'ordre du jour de 2004. Mais nous tenons surtout beaucoup à ce que lors du prochain G8, le dialogue élargi que nous avons initié à Évian soit poursuivi à Sea Island & nous n'avons pas encore la réponse de nos amis américains.

LE PRÉSIDENT LAGOS - Pour commencer, je voudrais me féliciter de cette initiative du Président Lula. Le diagnostic est posé, nous le connaissons : une chose est claire, la mondialisation accuse un déficit sur le plan social et il n'y a pas encore de réponse crédible qui ait été apportée à ce problème. Et on peut se demander pourquoi l'immense capacité de gestion des entités mondiales n'a pas permis en même temps de rechercher des solutions à un problème aussi concret que celui-ci. Le monde a connu des flux de transferts financiers et une croissance du commerce mondial sans précédent au cours des 50 dernières années. Nous savons tous que ce moteur de la croissance qu'est l'augmentation du commerce est essentiel.

Alors comment faire pour que ce processus permette aussi de donner l'impression à tous qu'ils en font partie ? Je tiens à être très clair. Il existe deux stratégies : la première, c'est l'effort au niveau national & si nous ne le faisons pas, personne ne le fera pour nous - que ce soit pour obtenir des ressources ou bien pour les utiliser - avec efficacité et de manière transparente. Bien sûr, s'il s'agit de la faim : la question est de savoir comment améliorer la production agricole, comme on l'a dit, mais nous savons aussi que l'amélioration de la production agricole est une action de moyen terme, alors que la faim c'est l'urgence d'aujourd'hui et c'est là que l'action internationale permettant de générer des ressources supplémentaires est fondamentale.

Je partage tout à fait l'analyse du Président CHIRAC : l'aide publique au développement au niveau actuel a atteint un plafond et les pays développés ne sont sans doute pas susceptibles d'augmenter cette aide publique et donc, ce dont il s'agit c'est de créer un groupe de travail concret disposant d'objectifs, d'instruments et de mécanismes précis.

Toute cette énorme richesse créée grâce à la mondialisation, qui est un fait, ne va pas disparaître et nos pays y participent activement et c'est pourquoi nous avons un niveau important d'

et nos pays y participent activement et c'est pourquoi nous avons un niveau important d'ouverture de notre économie et des accords de libre-échange avec les principaux blocs du monde. Là n'est pas la question, la question est de savoir comment, dans le cadre de ce processus, nous pourrions obtenir des ressources maintenant pour pouvoir effectuer des transferts immédiats pour lutter contre la faim. Si cette initiative aboutit, ce sera dans une large mesure parce qu'elle part d'un pays qui a commencé à accomplir ce travail, à savoir le Brésil, qui mène sa lutte contre la faim. Nous avons fait baisser la pauvreté, l'indigence dans notre pays mais je pense qu'il n'est pas possible d'entretenir les niveaux actuels sans que l'on remette en cause un processus bien plus vaste.

Cela étant dit, il me semble qu'il y a deux éléments fondamentaux à prendre en compte.

Premièrement, si cette initiative aboutit et est acceptée, cela signifie que nous acceptons l'idée de l'existence d'un bien public mondial, ce qui signifie que la société du monde au 21^{ème} siècle n'accepte plus que la faim existe, car il est possible de l'éliminer. L'être humain dispose pour cela des instruments nécessaires.

Deuxièmement, faut-il mener ici des politiques seulement publiques, au niveau des gouvernements ? Non, il y a une large place aussi pour le secteur privé. Enfin, une dernière chose: si nous pouvons progresser dans ce sens, alors il y aura un ensemble de pays émergents qui ne vont pas demander quelque chose à ce fonds, mais qui veulent commencer de croître et pour cela il faudra se demander comment assurer plus de commerce mais sur la base de règles plus justes. Cela nous amènera à nous demander comment les organismes financiers internationaux agissent. Sont-ils seulement l'héritage de la deuxième guerre mondiale ou bien pouvons-nous les adapter à notre monde d'aujourd'hui ? Ce sont des thèmes beaucoup plus vastes, beaucoup plus complexes et ce que nous souhaitons ici c'est apporter une réponse concrète à une question concrète. Et mon pays est disposé à participer, bien sûr, à la réunion de Paris qui a été proposée par le Président CHIRAC pour discuter de la proposition britannique et aussi pour ce groupe de travail qui est en cours de constitution à partir d'aujourd'hui entre la France et le Brésil et qui espère disposer de réponses d'ici à septembre prochain.

Pour me résumer, je dirais que la présence ici du Secrétaire Général nous permet d'être optimistes. Ainsi, après tant de paroles, je pense que nous pourrions apporter une réponse concrète, crédible et qui nous permettra d'accomplir un petit pas en avant, certes, mais ce serait le premier au XXI^{ème} siècle pour un monde qui ne va cesser de se globaliser. Le déficit entre un monde qui croît globalement très rapidement et des institutions internationales qui ne sont pas à la hauteur, voilà le grand déficit que nous devons combler et cette rencontre d'aujourd'hui nous permet de progresser. J'espère que d'ici à septembre nous aurons de meilleures réponses à vous apporter qu'aujourd'hui. Merci beaucoup.

MONSIEUR KOFI ANNAN - Mesdames et Messieurs, mes chers amis, je suis très heureux de me trouver parmi vous aujourd'hui et de pouvoir joindre mes efforts à ceux de trois éminents chefs d'État dans la lutte mondiale contre la faim et la pauvreté. L'année dernière, de nombreux dirigeants se sont laissés accaparer par des questions de guerre et de paix et les tragiques événements qui se sont produits ont détourné leur attention d'autres problèmes brûlants qui sont, pour la plupart des gens, tout aussi immédiats et réels, sinon plus.

Chers amis, ces questions ne sont pas en première page des journaux, mais des centaines de milliers de personnes souffrent chaque jour de l'extrême pauvreté et de la faim, ils n'ont pas d'eau potable, leur environnement se dégrade. Des maladies endémiques ou infectieuses font tomber des milliers de vies. Nous devons reconcentrer nos énergies sur ces menaces. Nous devons traduire les objectifs du Millénaire en réalité, mais il ne nous reste que 11 ans pour le faire.

Comme vous le savez, ces objectifs sont au nombre de huit. Ils vont de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté à l'arrêt de la propagation du sida, de la réduction de la mortalité maternelle et infantile à l'éducation de base pour tous les enfants. Et tout cela doit être fait d'ici à 2015, comme les autres orateurs l'ont déjà souligné. Ce sont là des objectifs simples mais efficaces, et que tout homme, toute femme de la rue, de New York à Nairobi, de Genève à Djakarta, peut facilement comprendre et partager.

Aujourd'hui, le moment est venu, pour nous, de réaliser ces objectifs. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer. Nous devons tous faire un effort particulier pour accélérer les progrès, au cours de cette année et de la prochaine. En effet, si l'élan n'est pas pris d'ici à la fin de 2005, nous saurons déjà que nous aurons beau déployer des efforts héroïques au cours des dix années restantes, bon nombre de nos objectifs ne pourront être atteints en 2015. Nous savons également que dans de nombreux pays, il n'y a aucun espoir d'atteindre les sept premiers objectifs si l'on ne commence pas par réaliser le huitième objectif, c'est-à-dire le partenariat pour le développement. C'est pourquoi il est si encourageant de voir ce partenariat prendre forme ici aujourd'hui, entre le Président CHIRAC, le Président LULA et le Président LAGOS.

L'essence de ce partenariat, c'est l'accord conclu entre tous les pays, il y a deux ans, la Conférence sur le financement pour le développement à Monterrey. Si les pays en développement réforment leur économie, veillent à une bonne gestion des affaires publiques et démontrent une réelle volonté de vaincre la pauvreté, de l'éradiquer à l'instar du Brésil et du Chili, les pays développés doivent de leur côté appuyer ces efforts, comme le Président CHIRAC promet de le faire, en offrant une aide supplémentaire plus efficace, un allègement de la dette davantage axé sur le long terme ainsi que de nouveaux débouchés commerciaux.

Pour donner quelques exemples, cela signifie que l'Europe et d'autres pays développés doivent faire ce qui suit : ouvrir entièrement leurs marchés à tous les produits des pays en développement & éliminer toutes les subventions qui soumettent les producteurs des pays en développement à une concurrence déloyale & accroître l'aide publique au développement - et nous avons entendu quelques idées à ce sujet, c'est-à-dire en consacrer une part plus importante à l'agriculture et aider les pays en développement à édifier chez eux des secteurs agricoles solides & et faire en sorte que trois millions de personnes atteintes du VIH/sida aient accès aux traitements antirétroviraux d'ici à 2005, ce qui est l'objectif de l'OMS.

Dans l'intervalle, le Brésil, le Chili et les autres pays en développement doivent faire davantage pour renforcer le pouvoir d'action des femmes, lutter contre la corruption, tout en accroissant les investissements publics et privés dans le secteur de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'assainissement ainsi que pour la productivité agricole. Si nous tous, chefs d'État, personnalités politiques, cadres d'entreprise, dirigeants de la société civile, responsables nationaux et internationaux et même vous, Mesdames et Messieurs les journalistes, donc si nous tous assumons un rôle actif pour cultiver ce partenariat, nous serons certainement à même d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, dans tous les pays, d'ici à 2015. Et 15 ans plus tard encore, si chacun de nous tient les engagements auxquels il a souscrit, si nous tenons nos promesses, nous devrions enfin pouvoir éliminer complètement la faim et la misère. Mes amis, nous ne pourrions nous contenter de rien de moins. Faisons donc en sorte que 2004 soit l'année des promesses tenues et d'un espoir renouvelé. Je vous remercie.

QUESTION - Merci beaucoup. Chez moi, au Sénégal, on dit : "Un sac de riz vide ne tient pas debout". Vous voyez un peu toute la relation qu'il y a entre le développement et la gestion de la grave équation de la faim et de la pauvreté. Messieurs les Présidents, Monsieur le Secrétaire Général, M. Kofi ANNAN, vous l'avez dit vous-mêmes : un monde prisonnier de la faim, de la pauvreté et de la maladie ne peut être un monde de paix. Depuis des années, aussi, votre organisation fait des promesses, des promesses que vous voudriez aujourd'hui qu'elles soient tenues. Nous savons qu'il y a le PAM, la FAO, etc... Je voudrais savoir quel sera l'intérêt de ce nouveau "fonds LULA", pour reprendre le Président CHIRAC, et je ne sais pas si son Excellence le Président français lit la presse africaine : on vous appelle "CHIRAC l'Africain". Donc aujourd'hui, soyez CHIRAC le parrain de tous les pauvres du monde. Donc concrètement, est-ce que le PAM et la FAO, par rapport à leur travail, et le fonds d'aujourd'hui de LULA, est-ce un plus ou bien quelque chose de novateur ?

LE PRÉSIDENT CHIRAC - Le Président LULA m'a désigné pour répondre. Je le ferai volontiers, encore qu'il s'agit d'une idée qui est la sienne dont je rappelle qu'il l'a expérimentée au niveau du Brésil et qu'il la propose au niveau international, et il serait mieux à même d'en parler que moi. Mais puisque il me confie ce soin, je répondrai à votre confrère sénégalais que nous avons

deux problèmes.

Le premier problème, c'est celui d'une meilleure coordination des organismes qui font de l'aide au développement. Ils sont en général de qualité, dévoués, mais trop nombreux. Et donc, il n'y a pas suffisamment de cohérence. Vous en avez vous-même cité quelques-uns et derrière votre approche, j'ai bien compris que vous souligniez qu'il n'y avait peut-être pas assez de cohérence déjà, et qu'on voulait en ajouter un autre. Donc la première nécessité c'est de mettre une plus grande cohérence. Et cela ne peut être qu'à l'initiative du Secrétaire Général, dans le cadre de la réforme de l'ONU qu'il est en train de préparer et que la France, pour ce qui la concerne soutient sans réserve.

Le deuxième problème qui a été clairement exprimé par ceux qui se sont adressés à vous à l'instant, c'est que nous n'obtiendrons pas un doublement rapide de l'aide publique au développement. Il faut donc trouver une ressource nouvelle, d'où les idées de la facilité financière internationale proposée par les Britanniques ou de la taxation internationale proposée par les Français. A partir du moment où l'on peut imaginer avoir une recette au niveau des nécessités, c'est-à-dire de l'ordre de 50 milliards de dollars par an, grâce à ces méthodes nouvelles qui ne taxent pas seulement les budgets des États développés, il faudra alors bien naturellement un système pour les utiliser, et pour les utiliser dans le sens d'une lutte efficace contre la pauvreté, ce qui suppose la santé, l'éducation, les infrastructures nécessaires, le travail, la formation. Et c'est là qu'intervient l'idée du Président LULA de faire un fonds qui permette d'utiliser cette ressource nouvelle. Moi, j'y suis tout à fait favorable. Naturellement, il faudra bien le coordonner avec la réforme qui, par ailleurs, me semble s'imposer pour rendre plus cohérents les différents acteurs de l'aide publique au développement.

QUESTION - Question d'abord au Président français. Vous montrez ici votre volonté d'aider les pays pauvres quand la France reste très timide dans l'action de réduire effectivement les subventions agricoles. Un véritable coup de pouce dans ce domaine pourrait suffire pour sauver des millions de personnes de la faim. Ne voyez-vous là un paradoxe ? Est-ce que la France aussi serait d'accord pour taxer ses ventes d'armes ?

LE PRESIDENT CHIRAC - Sur la deuxième question : dans le groupe de travail que j'ai créé, aucune solution n'est refusée, y compris la taxation des armes ou du commerce des armes. Vous savez que j'évoquais tout à l'heure l'aide publique au développement qui représente 60 milliards par an et le budget militaire cumulé dans le monde représente 900 milliards de dollars par an dont à peu près la moitié pour les Etats-Unis. C'est dire qu'on peut poser effectivement le problème. Pour ma part, je ne veux pas me prononcer avant les propositions du groupe de travail que j'ai créé et je ne prendrai position qu'après, mais je n'exclus rien.

Alors, deuxièmement, c'est le grand débat sur les aides agricoles. Je ne veux pas rentrer là dans le détail, mais je ne partage pas du tout votre sentiment. Et nous avons sur ce point une divergence de vues avec le Président LULA. Je crois même que c'est la seule. Je voudrais tout de même rappeler que l'Union européenne, c'est-à-dire la France et ses 14 partenaires de l'Union européenne d'aujourd'hui qui va devenir une Union à 25 demain, l'Union européenne est le premier importateur mondial de produits agricoles en provenance des pays en développement, le premier. Deuxièmement, l'Union européenne accepte les productions agricoles des pays en développement sans aucun droit de douane, d'ailleurs les autres produits aussi, en dehors des armes. C'est une initiative qui a été prise par l'Union européenne et qui n'a, jusqu'ici, été suivie par personne. Nous avons supprimé toute protection à l'égard de tout produit, en dehors des armes, en provenance des pays en développement.

De plus, comme vous le savez, la France a proposé, c'est moi qui l'ai proposé, une situation particulière pour l'Afrique, à savoir le moratoire sur les subventions agricoles déstabilisatrices - parce qu'il y en a, c'est vrai -, l'harmonisation des régimes de préférences et un régime spécial pour les matières premières. Cela, c'est la proposition que nous avons faite et qui a été adoptée par le Sommet Afrique-France, il y a un an, et qui malheureusement se heurte, il faut dire les choses telles qu'elles sont, à l'hostilité de certains et notamment de nos amis américains. Et nous attendons que les Etats-Unis s'engagent aussi sur cette voie.

Monsieur le Président, je voudrais également rappeler que l'élimination de la faim dans le monde passe

vous savez, je voudrais également rappeler que l'élimination de la faim dans le monde passe aussi et même beaucoup par le développement des cultures vivrières dans les pays les plus pauvres et, en particulier, dans les zones arides. Or, dans l'état actuel des choses, ce ne sont pas les subventions agricoles des pays riches qui mettent en cause ce développement, ce serait plutôt les exportations agricoles d'un certain nombre de pays émergents -ils en ont besoin, je ne conteste pas la nécessité pour eux de développer ces secteurs de leur économie-, mais chacun voyant un peu le soleil à sa fenêtre doit tenir compte aussi de la fenêtre du voisin.

QUESTION - Monsieur le Président LAGOS, je voulais savoir de quelle façon le Chili allait coopérer à ce groupe technique parce qu'ici, on dit qu'il n'y aura que des Français et des Brésiliens dans ce groupe technique?

LE PRÉSIDENT LAGOS - Dans la déclaration, il est bien clair que d'autres pays sont invités à participer à ce groupe. C'est pour cette raison que j'ai indiqué que pour le groupe de travail, qui va se réunir en avril à Paris pour discuter de la proposition britannique, comme pour d'autres éventualités pour lesquelles d'ailleurs sera constitué un groupe composé de Brésiliens et de Français et d'autres pays qui souhaitent participer, nous avons dit que nous étions disposés à le faire.

Il y a une chose qui me semble très importante. Ce serait là la première tentative de trouver un financement au-delà des pays pris séparément. Et c'est là la grande différence pour ce que nous faisons ici. À partir du processus de mondialisation, nous recherchons un financement lié à ce phénomène. Et c'est ça la nouveauté. Et donc, tous les autres instruments existants dans le cadre du système des Nations Unies, comme le disait le Président CHIRAC, bien sûr, vont continuer de fonctionner.

Ce qui est important, c'est d'établir un lien entre un financement et un phénomène qui est mondial. C'est donc là un énorme bond en avant par rapport à ce qu'on fait depuis 50 ans, car ce sont les pays qui contribuent et à partir de là on apportera un appui. Chaque pays connaît ses ressources. Si ce bond en avant connaît un succès, ce sera un point de départ essentiel permettant de définir non seulement un mode de financement mais aussi les autres sujets que nous souhaiterons aborder, en dehors de la faim. Et un dernier commentaire à partir de la question posée: cela ne signifie pas que pour nos pays les autres thèmes ne sont pas importants, notamment la question du commerce, ou bien les subventions agricoles, ou bien la lutte contre le dumping. Il y a vraiment beaucoup de sujets à traiter au niveau international. Tout ce que nous disons, c'est que maintenant, nous voulons être concrets sur ce thème. Pour les autres, bien sûr que nous poursuivrons nos discussions devant d'autres instances mais si nous voulons parler de tout, en fait nous ne parlerons de rien.

QUESTION - c'est une question pour le Président CHIRAC. Je sais que la question est peut-être un peu déplacée ici, mais enfin, nous ne sommes pas très loin de la France non plus. Donc, je voulais savoir si vous aviez une réaction au jugement du Tribunal de Nanterre, concernant M. JUPPE ?

LE PRÉSIDENT CHIRAC - Vous savez bien que ce n'est pas ici, aux Nations Unies, que je vais m'exprimer sur cette question. Du coup, la question peut être considérée comme ne comptant pas et on peut en poser une de plus, quand même.

QUESTION - A propos de la lutte contre la faim dans le monde, il y a un sujet dont je n'ai pas entendu parler. Je voudrais savoir s'il est tabou, puisqu'il n'a pas été question de la surpopulation ni de la limitation des naissances.

MONSIEUR KOFI ANNAN - Évidemment, ça ne pourrait pas être un tabou. Mais, comme le Président LAGOS disait tout à l'heure, on ne peut pas parler de toutes les questions. Mais effectivement, c'est important. Sur le plan démographique, ça va avoir un impact. C'est pour cela que les Nations Unies essaient de travailler avec les pays, de contrôler les populations. Donc vous avez soulevé une question qui est très importante. On n'a pas abordé la question ici mais je crois que tout le monde ici est d'accord avec vous que c'est une chose très importante qui a un impact sur la question que nous sommes en train de traiter.